

# Consommation. Filière Régalou : 20 ans et quelques inquiétudes

■ La farine Régalou, produite dans le département par 17 agriculteurs depuis 20 ans cette année, permet de réaliser selon ses adeptes le seul pain véritablement aveyronnais. Rencontre avec l'un d'eux, le boulanger vézinois Philippe Colonges, alors que la filière s'interroge sur son avenir immédiat.

**C'**est tout simplement un produit du coin, 100 % aveyronnais... C'est le vrai pain de l'Aveyron ! Pour qu'on rajoute des sauperreries et empoissonner les gens ? », Philippe Colonges, 54 ans, est devenu boulanger après son service militaire, en 1984.

Un revirement surprenant pour ce comptable de formation, qui trouve peut-être une explication du côté de la profession de son père, minotier à Villefranche-de-Rouergue. Formé à Ville-neuve-d'Aveyron, sacré meilleur apprenti du département en 1985 et installé dans le Lot entre 1986 et 2003, il est depuis lors le boulanger de Vézins-de-Lévezou sous l'enseigne « Au bon pain du Lévezou », installée aussi à Millau. « Dès mon arrivée, j'ai été contacté par l'animateur de la filière Régalou et j'ai commencé à en faire immédiatement, mais pas à 100 % », se souvient le maître artisan. Ses arguments ont trouvé chez les fils de minotier un écho des plus favorables : une farine issue de blés locaux (il est cultivé dans le Naucellois et, en proportions moindres, sur le Lévezou) destinée à faire, sans additif ni améliorants, un pain lui aussi totalement local.



Depuis 2008, Philippe Colonges, au centre, est passé à une production totalement à base de farine Régalou.

En 2008, Philippe Colonges décide de faire le grand saut et de basculer sur une production totalement à base de farine Régalou. De la baguette au pain de 6 kilos en passant par le trèfle, les boules, la flûte ou le Vézinois sans oublier l'ensemble des viennoiseries et pâtisseries, toute sa production est aujourd'hui à base de cette farine locale. Il utilise chaque jour entre 100 et 150 kg de farine pour une consommation annuelle de près de 40 tonnes, ce qui fait de Phi-

lippe Colonges, déjà le seul à être en production 100 % Régalou, l'un des gros consommateurs de la farine locale dont 270 tonnes ont été produites l'an passé.

**« Faire du local, il n'y a que ça pour se démarquer »**

« C'est pour moi une fierté de produire ce pain 100 % local. Mais nous sommes de moins en moins nombreux à faire du pain de qualité, beaucoup de boulangers étant embringués avec des meuniers qui ont leurs marques propres », regrette-t-il. La filière fêtera cette année ses 20 ans d'existence. Pour les 20 prochaines années, le bou-

langer vézinois formule le souhait que ses confrères « se remettent en question, fabriquent des produits de qualité... et surtout pas industriels ! Faire du local, faire du bon, il n'y a que ça aujourd'hui pour se démarquer des groupes industriels ». Le concurrent le plus proche de Philippe Colonges se trouve à Ségur, à près de 15 km. Cela a pour conséquence que les clients de l'enseigne vézinoise sont obligés de consommer du Régalou. « Ils ne s'en plaignent pas », s'amuse le boulanger.

XAVIER BUISSON

Renseignements sur <https://www.regalou.fr/>

## En chiffres

- 300 tonnes de blé écrasées par les deux meuniers adhérents à la filière.
- 17 agriculteurs engagés dans la démarche Régalou.
- 38 points de vente dans l'Aveyron.
- 20 ans d'existence cette année.
- 650 €, le prix d'une tonne de farine Régalou contre près de 400 €, en moyenne, pour les autres farines.

Le métier de boulanger se détériore. Les professionnels de demain sont formés sur des chaînes industrielles. Arrivera-t-on à l'avenir à susciter des vocations chez les boulangers artisanaux ? Je n'en suis pas sûr.  
Florian Capgras, président de la filière Régalou.



## Économie. Nouvel appel avant la marche pour la défense de la filière automobile

■ Le départ de la « Grande marche départementale pour la défense et le développement de la filière automobile en Aveyron » sera donné samedi 13 avril à Onet-le-Château. Le rendez-vous est donné à 14 heures, au pont des Balquières.

L'intersyndicale (CFE-CGC, CGT et Sud), à laquelle s'est joint FO, a battu le rappel avant la « Grande marche départementale pour la défense et le développement de la filière automobile en Aveyron » samedi 13 avril à Onet-le-Château. Rendez-vous est donné à 14 heures au pont des Balquières pour l'usine Bosch. L'Aveyron est un département « où la filière automobile représente près de 2 200 salariés », souligne Jacques Douzic, représentant CFE-CGC. Les usines Bosch à Rodez, Sogefi à Marcellac et Jmjiang-Sam à Vrievy sont « un véritable poumon économique pour l'Aveyron », poursuit-il. Environ 10 000 emplois, directs et indirects, dépendent de cette in-



L'intersyndicale appelle au soutien des élus et de la population.

dustrie. Pour David Gistau, représentant CGT, « l'enjeu de la filière automobile est fondamental. Les élus locaux et départementaux doivent se saisir de cette question et soutenir la filière ». « Les constructeurs français ont également

leur rôle à jouer, martèle Pascal Raffanel, représentant CFE-CGC à l'usine Bosch, ils doivent privilégier les fournisseurs de pièces français, comme le font les constructeurs allemands. Il ne faut pas oublier que l'État les a soutenus financièrement lors de la crise de 2008. Les citoyens et les salariés peuvent attendre un juste retour des choses ». Yannick Anglères,

délégué CGT à Bosch, rappelle aussi « qu'en luttant pour la préservation des emplois en Aveyron, on lutte contre la désertification de nos territoires ». Et les syndicats d'inviter élus et citoyens à se mobiliser, samedi, pour la préservation de « cette filière qui est une vitrine du département ».

PH.J.H.

## Mobilisation. Syndicats et associations réunis contre la loi anti-casseurs



Syndicats historiques, professionnels, partis politiques (PC, France Insoumise et Europe Écologie-Les Verts), planning familial, associations, ligue des droits de l'Homme... Tous appellent à une mobilisation devant la préfecture de l'Aveyron à Rodez, ce samedi à 11 heures. Avec un seul mot d'ordre : combattre la loi dite « anti-casseurs ». Et défendre « la liberté de manifester ».

« L'état d'urgence permanent ne cesse de grignoter nos droits petit à petit. On restreint nos libertés et seul la justice peut faire cela, pas le pouvoir politique. On souhaite avant tout dire attention à la dérive autoritaire, dictatoriale même de notre pays », n'hésite pas à dire les différents re-

Syndicats et associations locales suivront l'appel national ce samedi à Rodez.

Mat.R.

présentants syndicaux et d'associations voyant même plus loin : « Avec ce genre de loi, on fait le terrain du Rassemblement national. Et si ce parti est au pouvoir avec cette loi en vigueur, ça peut être la dictature totale ! » Et pour ces derniers, l'excuse des casseurs se joignant aux manifestations des Gilets jaunes depuis de nombreuses semaines ne tient pas : « C'est de la faute aux forces de l'ordre, ils n'ont pas su gérer cela. Puis, n'oublions pas que plus on nous empêche légitimement de parler, plus on nous pousse à l'insurrection. »